

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 29 JANVIER 2016

SOMMAIRE

- 1) Les inégalités ici et là
- 2) Le shadow cabinet
- 3) Le naufrage programmé
- 4 La droite (Manuel Valls), donne des leçons à la gauche... ?!
- 5) La ministre polyvalente ??
- 6) Il s'en éloigne et/ou le quitte
- 7) Il devient intelligent...

Gérard Diez La Presse en Revue

MEILLEURS VOEUX



I) Combattre les inégalités, en France et en Europe



Ce blog est celui d'un chercheur en sciences sociales, engagé dans la vie de la cité. L'auteur du Capital au 21e siècle porte un regard sans concession sur l'actualité sociopolitique française, européenne et internationale, et fait partager ses coups de tête, ses coups de coeur et ses lectures.

Thomas Piketty fait partie de la quarantaine de personnalités ayant lancé un appel pour une primaire « des gauches et de l'écologie » en vue de l'élection présidentielle de 2017, dans le quotidien Libération du lundi 11 janvier. En deux semaines, l'appel a rassemblé plus de 70 000 signatures. Ce texte fait partie d'un ensemble de contributions aux débats publiées par le collectif notreprimaire.fr.

Oui, il est possible de combattre les inégalités, en France et en Europe, ici et maintenant. Contrairement à ce que prétendent les conservateurs, il existe toujours des alternatives, entre la gauche et la droite, bien sûr, mais aussi entre plusieurs politiques de gauche, toutes respectables a priori, mais entre lesquelles il va falloir choisir. Pour redéfinir une alternative de gauche face à la droitisation ambiante, il faut commencer par débattre, au grand jour, de façon exigeante et rigoureuse : c'est la seule façon d'éviter que les décisions soient ensuite confisquées par d'autres.

Pour combattre les inégalités, il faut marcher sur deux jambes : il faut tout à la fois imposer une réorientation de la politique européenne, permettant de sortir de l'austérité et du dumping fiscal et social ; et mettre en place en France les

réformes progressistes qui s'imposent, dès maintenant, sans se servir de l'inaction européenne comme d'une mauvaise excuse.

La question européenne d'abord. On peut imaginer trois grandes séries de positions, avec toutes sortes de nuances : la recherche de meilleures politiques, dans le cadre des institutions actuelles ; la refondation démocratique et sociale de ces institutions ; la porte de sortie.

Première position : certains pensent qu'il est possible, dans le cadre des institutions européennes actuelles, de relancer la croissance et l'emploi, et d'améliorer graduellement la situation économique et sociale. C'est la thèse du gouvernement en place depuis 2012, et les résultats n'ont guère été probants. On peut toutefois plaider qu'il est possible de mieux faire à l'avenir, et que réformer les traités ne sera pas simple.

La seconde position, que je défends, est qu'il est possible et nécessaire, si l'on souhaite mener des politiques de progrès social en Europe, de renégocier le traité budgétaire de 2012. Il faut notamment y ajouter de la démocratie et de la justice. Le choix du niveau de déficit et de la

politique de relance doit se faire suivant la règle de la majorité, dans un parlement de la zone euro représentant tous les citoyens de façon égale, et non pas en appliquant des critères budgétaires aveugles. Et il faut sortir de la règle de l'unanimité pour mettre en place un impôt commun sur les grandes sociétés et un minimum de justice fiscale. Si la France, avec l'Italie et l'Espagne (qui ensemble représentent 50% du PIB et de la population de la zone euro), proposent un projet précis, alors l'Allemagne (à peine plus de 25%) devra accepter un compromis. Et si elle le refuse, alors la position eurosceptique sera irrémédiablement renforcée.

La troisième position, c'est précisément la porte de sortie : on constate l'échec de la zone euro, et on envisage un scénario permettant de retrouver de la souveraineté monétaire et budgétaire. Cette position me semble prématurée : je pense qu'il faut d'abord donner une vraie chance à un refondation démocratique et sociale de la zone euro et de l'idée européenne. Mais je comprends l'exaspération. Ce débat ne doit pas être tabou à gauche : certains pays restés à l'extérieur de la zone euro, comme la Suède et le Danemark, mènent des politiques de progrès social au moins aussi performantes que les nôtres. Ils connaissent également les mêmes crises xenophobiques : ils ne font ni mieux ni moins bien, en quelque sorte. Aucun débat ne doit être interdit.

Les réformes progressistes en France, ensuite. Il en existe de nombreuses qui peuvent être menées immédiatement, quelle que soit l'issue des négociations européennes. Comme beaucoup de citoyens, je persiste à penser qu'il est possible de mettre en place un grand impôt progressif sur tous les revenus, prélevé à la source pour plus d'efficacité et de réactivité, individualisé pour favoriser l'égalité hommes-femmes et l'autonomie. Ce nouvel impôt pourrait également permettre de refonder le modèle de financement de notre protection sociale, qui repose trop lourdement sur les cotisations et la masse salariale du secteur privé. Il pourrait être complété par un grand impôt progressif sur le patrimoine, issu du rapprochement de la taxe foncière et de l'impôt sur la fortune, afin d'alléger la charge de ceux qui tentent d'accéder à la propriété, et non plus de ceux qui possèdent déjà beaucoup. Mais, là encore, il existe plusieurs positions possibles, dont il va falloir débattre. Certains préféreront maintenir le quotient conjugal, d'autres souhaiteront conserver les cotisations actuelles, ou bien la proportionnalité de la CSG, afin d'éviter qu'elle ne devienne elle aussi truffée de

niches fiscales de toutes natures. On peut enfin penser qu'aucune réforme fiscale ambitieuse n'est possible, et que prétendre le contraire est mentir. Toutes ces positions sont respectables a priori, à condition toutefois de le dire précisément et clairement avant les élections. Et non de découvrir après que les électeurs se soient exprimés que les réformes promises sont impossibles à mettre en œuvre, et qu'il faut se résoudre à augmenter la TVA, sans jamais l'avoir évoqué auparavant dans le débat public. Ces mensonges tuent l'idée même de démocratie.

Au-delà de la fiscalité, il en va de même dans de multiples autres domaines, qui ne peuvent être qu'effleurés ici : formation, retraites, santé, démocratie sociale. Le système français d'enseignement supérieur est l'un des plus inégaux du monde : il est temps d'investir massivement dans les universités et de les réformer profondément, en conciliant égalité et liberté. Sur les retraites, il est possible d'unifier les régimes privés et publics pour mieux garantir les droits des nouvelles générations et adapter le système à la complexité de leurs trajectoires professionnelles. Les salariés doivent être par ailleurs mieux impliqués dans les stratégies des entreprises et leurs conseils d'administration : c'est la voie choisie en Suède et en Allemagne, cela marche bien mieux qu'ici, et cela pourrait encore être amélioré. Sur toutes ces questions, il faut du débat, de la clarté, de la démocratie. C'est la condition pour recréer de l'espoir et sortir de l'ornière.

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Le contre-gouvernement du quinquennat Hollande

Jean-Laurent Cassely



Christiane Taubira à l'Élysée, le 23 décembre 2015. REUTERS/Philippe Wojazer

Christiane Taubira rejoint la liste des ministres déçus de la politique du quinquennat, et qui le font savoir. Petit trombinoscope de ce «shadow cabinet» de la gauche française.

La démission, mercredi 27 janvier, de la ministre de la Justice Christiane Taubira, une des personnalités les plus appréciées des sympathisants de gauche, est la dernière d'une longue liste de départs de ministres qui n'ont depuis pas ménagé leurs critiques sur le quinquennat Hollande.

Une sorte de shadow cabinet, cette réplique de gouvernement que forme l'opposition en Grande-Bretagne pour critiquer l'action de l'exécutif et formuler ses propres propositions.



Helene Bekmezian @Bekouz
Taubira, Hamon, Montebourg, Filippetti, DufLOT, Batho and Co vont enfin pouvoir former un shadow government
11:01 AM - 27 Jan 2016

Le petit cercle des ministres déçus de la politique menée par François Hollande et ses gouvernements successifs a d'ailleurs accueilli la nouvelle en rendant hommage à Christiane Taubira, comme pour lui dire «Bienvenue au club».



Arnaud Montebourg @montebourgHommage affectueux à Christiane Taubira en fidélité à nos combats. Résister c'est en effet savoir partir, oui. Tu l'as si bien fait.
5:03 PM - 27 Jan 2016



Cécile DufLOT @CecileDufLOT
Je salue chaleureusement la décision de courage et de conviction de @ChTaubira : la fidélité à nos valeurs est une force.
9:44 AM - 27 Jan 2016

Un an après l'installation de François Hollande à l'Élysée, Delphine Batho fut la première à être éjectée du gouvernement pour avoir critiqué la baisse du budget du ministère de l'Écologie. Lorsque Manuel Valls entre en fonction en mars 2014 en remplacement de Jean-Marc Ayrault, Cécile DufLOT, jusqu'ici ministre du Logement, refuse de participer au gouvernement: s'ensuivra un livre à charge, qui viendra après celui de Delphine Batho.

Puis, à la fin de l'été 2014, c'est l'heure de l'offensive de la Fête de la Rose de Frangy-en-Bresse, lors de laquelle Arnaud Montebourg et Benoît Hamon critiquent la ligne économique du gouvernement, dont ils sont évincés le lendemain. Ils sont rejoint par Aurélie Filippetti, qui enverra une lettre acerbe de rupture à Hollande et Valls.

Depuis son départ, chaque ministre démissionnaire (ou démissionné) a lâché

périodiquement une petite vacherie dans les médias, et nous avons compilé quelques formules dans ce trombinoscope du contre-gouvernement socialiste et écologiste. Un cabinet fantôme où nous n'avons pas inclus ceux qui sont partis parce qu'ils étaient impliqués de près ou de loin dans une polémique ou une affaire judiciaire (Thomas Thévenoud, Kader Arif, Jérôme Cahuzac, Yamina Benguigui) ou qui ont choisi de privilégier leur mandat d'élu local (François Rebsamen).

LA COMPOSITION DU CONTRE-GOUVERNEMENT

«Le cours du quinquennat
aurait pu être si différent»

Delphine Batho



Ministre déléguée à la Justice / Ministre de l'Ecologie
(Juin 2012 - Juillet 2013)

«François Hollande n'a su être
le président de personne»

Cécile Duflot



Ministre du Logement, de l'Egalité des territoires
(Mai 2012 - Mars 2014)

«Je n'ai aucun plaisir à voir
ma famille politique échouer»

Benoît Hamon



Ministre délégué à l'ESS / Min. de l'Educ. Nat.
(Mai 2012 - Août 2014)

«Nous menons
des politiques absurdes»

Arnaud Montebourg



Ministre du Redressement productif /
Min. de l'Economie (Mai 2012 - Août 2014)

«Faudrait-il désormais que nous
nous excusions d'être de gauche?»

Aurélie Filippetti



Ministre de la Culture et de la Communication
(Mai 2012 - Août 2014)

«Je quitte le gouvernement sur
un désaccord politique majeur»

Christiane Taubira



Garde des Sceaux, ministre de la Justice
(Mai 2012 - Janvier 2016)

Photos: site du gouvernement et Reuters. (Cécile Duflot et
Delphine Batho: REUTERS/Gonzalo Fuentes)

Jean-Laurent Cassely

III) Hollande et Taubira: naufrage mode d'emploi

Par Hubert Huertas

La démission de Christiane Taubira est au gouvernement Valls, et à François Hollande, ce que l'iceberg est à l'histoire du Titanic. On a vu venir l'obstacle, on a cherché à l'éviter, mais le choc politique provoquera sans doute des dommages irréparables.

En fait le bateau coule. Il prend l'eau depuis le début de l'été 2012. Depuis lors, systématiquement, par un curieux entêtement, tous les choix du pouvoir semblent élargir les brèches qu'on cherche à colmater. Ce mercredi, en conseil des ministres, le président de la République a ainsi parlé de « cohérence forte » pour justifier le départ de la ministre de la justice, et la nomination à sa place d'un spécialiste de la police et du renseignement. Cette « cohérence » a tout de même un parfum de solitude. D'exclusion en exclusion, aucune tête ne dépasse plus. La troupe se réduit à un homme seul, le soldat Valls, et ça fait peu pour une armée.

Quel chemin depuis mai 2012 !

L'élection de François Hollande n'a pas été triomphale, ni exempte de doutes et de ressentiments, mais le rejet de Nicolas Sarkozy ayant soudé les électeurs, le nouvel élu avait mobilisé au second tour une bonne partie des votes en faveur de Jean-Luc Mélenchon, et rassemblé les forces issues du premier tour de la primaire socialiste : les 30,42 % de Martine Aubry, les 17 % d'Arnaud Montebourg, les 7 % de Ségolène Royal et les 5,5 % de Manuel Valls. Depuis lors, l'histoire du quinquennat raconte le détricotage progressif de cette diversité turbulente au profit d'une majorité réduite à l'os.

L'une des premières expressions employées par le président Hollande, à qui la droite et la presse reprochaient ses hésitations, fut de « tenir le cap »... Un « cap » à l'opposé de l'élan de sa campagne. Le pacte européen de stabilité devait être amendé, il fut signé. La TVA sociale devait être démantelée, elle fut mise au programme. Une grande réforme fiscale devait introduire plus de justice, et plus d'efficacité, elle fut laissée dans les placards au profit d'un alourdissement pour les

ménages, et d'un allègement de cotisations sociales en direction des entreprises. Le CICE, le crédit impôt pour la compétitivité et pour l'emploi, engagea vingt milliards d'euros de dépenses au moment où l'Europe exigeait des économies...

Le contre-cap ainsi fixé, Hollande ne changera plus d'idée. La conviction du président, opposée à celle du candidat, c'était que le chômage se réduirait mécaniquement avec « la baisse des charges », d'où la fameuse promesse sur l'inversion de la courbe.

C'est alors que s'est installé le principe du qui perd gagne, qui nous conduit tout droit au départ de Taubira. Il consiste à penser que les échecs sont des promesses à condition d'être aggravés.

Cette certitude vaut à la fois pour le domaine économique, le domaine politique et le domaine électoral. Elle a frappé le 31 janvier 2013, avec l'annonce du Pacte de responsabilité et de solidarité, lors des vœux du nouvel an. Puisque nous étions en panne il fallait accélérer : la courbe du chômage ne s'étant pas inversée, et le patronat n'ayant pas créé les emplois promis, l'État devait doubler la mise en programmant 40 milliards d'allègement, au lieu de 20...

La gauche alternative avait déjà coupé les ponts, et le malaise s'est incrusté au PS. Les frondeurs protestaient sur le budget, en réclamant des comptes au Medef, et des efforts pour les ménages. Jean-Marc Ayrault les écoutait, écartelé entre fidélité politique et solidarité gouvernementale. Les municipales ayant tourné au désastre, il fut remplacé par Manuel Valls, l'homme qui symbolisait sans état d'âme la politique qui venait d'être sanctionnée...

Valls promit de ramener la cohérence sur le navire gouvernemental. D'en finir avec les couacs. Il obtint tout le contraire, avec une mutinerie l'été suivant. Cette absence d'autorité lui serait-elle reprochée ? Non ! Selon le principe du qui perd gagne, elle fut au contraire récompensée. Montebourg, Hamon et Filippetti partis, Macron mis sur orbite, jamais la ligne pourtant minoritaire de l'homme de Matignon ne devint aussi majoritaire.

Même les résultats électoraux n'ont pas changé l'étrange équation du qui perd gagne. L'adoption décomplexée des mesures et du vocabulaire de la droite par le premier ministre, puis par le jeune

jeune ministre de l'économie, n'a provoqué aucun sursaut électoral aux départementales, et pas grand-chose aux régionales si ce n'est la montée de l'extrême droite. Mais peu importe, puisqu'il fallait « tenir le cap ».

En 2015, tout allant de plus en plus mal dans la pire des conjonctures, le président de la République a donc saisi au vol le climat d'union né de l'horreur des attentats pour tout dilapider. Ses emprunts économique et sociétaux à l'idéologie de la droite n'ayant pas suffi, il a dégainé sa mesure de déchéance qui s'inspire des extrêmes du camp d'en face.

Le résultat est là. Le dernier symbole gouvernemental de la gauche claque la porte avec fracas, comme une gifle, même si l'aura de Taubira a pâli ces derniers temps. C'est un revers très grave pour l'Élysée et Matignon, à quatorze mois de la présidentielle. Mais puisque tout s'arrange dès lors que tout empire, Hollande doit penser qu'il ne pourra pas perdre en 2017 : encore un effort effectivement, et, sauf participation à la primaire à droite, sa candidature ne sera plus envisageable.

mediapart.fr

IV) Valls répond à Taubira : «Résister, c'est se confronter à la réalité»



Matignon (Paris), ce jeudi. Le Premier ministre Manuel Valls s'est proclamé «réformiste, libéral, social, de gauche», lors de ses vœux à la presse. AFP/ALAIN JOCARD

Petit précis de vallsisme. Au lendemain du départ de Christiane Taubira, remplacée au ministère de la Justice par un de ses proches Jean-Jacques

Urvoas, Manuel Valls a, à l'occasion de de ses vœux à la presse, assumé sa ligne.

Celle-là même qu'il a imposée au gouvernement et qu'il souhaite plus que jamais incarner.

Tout est dans sa réponse à Christiane Taubira, qui a estimé mercredi que «résister, parfois c'est partir». «Résister, aujourd'hui, ce n'est pas proclamer, ce n'est pas faire des discours. Résister, c'est se confronter à la réalité du pays», rétorque le chef du gouvernement. Voilà qui n'est pas sans rappeler sa réprimande à cette «gauche (qui) s'égare au nom de grandes valeurs», en plein débat sur la déchéance de nationalité. Petit tacle supplémentaire : «Il y a toujours la tentation de partir, il y a toujours la tentation de fuir ses responsabilités quand c'est difficile. »

«Moi, je suis libéral»

La gauche de Valls, elle s'appelle «social-libérale», «social-réformiste». «Moi, je suis réformiste, je suis libéral, je suis social, je suis de gauche et je suis français et républicain d'abord. Parce que, au fond, peu importent les étiquettes», énumère le chef du gouvernement.

Egalement assumée par le Premier ministre, à l'occasion de ses vœux : son opposition frontale au FN. «Ce que je retiens aussi de 2015 et des élections régionales, c'est bien sûr l'alerte maximale autour de la montée de l'extrême droite, tous les facteurs, le terreau, sont là», martèle-t-il, ajoutant : «C'est en effet le combat d'une vie, c'est en tout cas mon combat. Je veux convaincre mes compatriotes que ce n'est pas la voie qu'il faut choisir.» Des déclarations dans la droite ligne de sa posture de l'entre-deux tours des régionales, lorsqu'il avait mis en garde contre le danger d'une «guerre civile».

Bien sûr, Valls a un mot pour son ex-garde des Sceaux. Saluant «l'opiniâtreté et le parcours de Christiane Taubira», le Premier ministre assure qu'elle «va manquer au gouvernement». «Je partage avec Christiane Taubira le goût de la littérature. J'espère la croiser lors de concerts ou d'opéras», a-t-il conclu. Hors du champ politique, donc.

Deux Français sur trois mécontents de la politique familiale de Hollande



Ceux qui ont glissé un bulletin «François Hollande» dans les urnes en 2012 ne sont qu'une petite majorité - 52 % - à approuver sa politique familiale. Crédits photo : © Philippe Wojazer / Reuters/REUTERS

INFO LE FIGARO - Touchés par le «ras-le-bol fiscal», 64 % des Français désapprouvent la politique familiale du gouvernement qu'ils jugent à la fois susceptible de faire baisser la natalité et peu efficace pour le redressement économique de la France.

Les familles sont-elles au bord du «burn out» fiscal? Huit Français sur dix (79 %) pointent en tout cas un «ras-le-bol» fiscal, selon un sondage Ifop réalisé pour la CNAFC (Confédération des associations familiales catholiques) sur un échantillon représentatif de la population française de 1006 personnes.

Double abaissement du quotient familial, baisses de la prime de naissance et de l'aide à la garde d'enfant, réforme du congé parental ou encore modulation des allocations familiales en fonction des revenus...

Depuis plus de trois ans, les réformes de la politique familiale se succèdent. Plus de quatre Français sur dix et deux tiers des familles ayant deux enfants indiquent que leur foyer a été touché par une de ces mesures d'économie. Elles sont désapprouvées par 64 % des Français interrogés qui estiment qu'il s'agit «plutôt d'une mauvaise chose».

Un rejet aussi fort chez les électeurs de Nicolas Sarkozy (72 %) que chez ceux de Jean-Luc Mélenchon (71 %). Quant à ceux qui ont glissé un bulletin «François Hollande» dans les urnes en 2012, il ne sont qu'une petite majorité - 52 % - à approuver cette politique.

Remise en cause du «petit troisième»

Entrée en vigueur en juillet 2015, la mise sous conditions de ressources des allocations familiales semble avoir créé un sentiment d'instabilité. Annoncée à l'automne 2014, cette réforme avait fait polémique car elle remettait en cause le principe d'universalité de l'aide sociale. Aujourd'hui, 78 % des Français pensent que le seuil de revenu à partir duquel les allocations seront réduites continuera d'être abaissé au fil du temps. 83 % estiment même que l'abandon de l'universalité pourrait s'étendre à d'autres prestations sociales et que les remboursements de soins ou d'actes médicaux pourraient être à leur tour modulés en fonction du revenu. Vent debout contre cette réforme, les AFC (Associations Familiales Catholiques) ont déposé un recours devant le Conseil d'État contre son décret d'application. «Ces résultats sont révélateurs d'un climat d'incertitude. Quand on a enfreint une loi universelle, on s'expose à des changements permanents», commente leur président, Jean-Marie Andrès.

Ces coups de rabot dans la politique familiale vont-ils entraîner une baisse de la natalité? Si les démographes se montrent plutôt sceptiques sur cette relation de cause à effet, des syndicats et des associations familiales ont pointé le risque de faire perdre à la France son titre de «championne d'Europe des bébés». Leur crainte est partagée par un Français sur deux et, surtout, par 62 % des parents de deux enfants ou plus, qui pointent la possibilité de report d'une nouvelle naissance. Si l'on s'en fie à ces résultats, la politique familiale du gouvernement pourrait remettre en cause la naissance d'un «petit troisième» et réduire le nombre de familles nombreuses. Quant à ces effets sur le redressement de l'économie française, ils échappent à 77 % des Français.



Agnès Leclair journaliste

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Quand El Khomri mélange la dette et le déficit de l'assurance chômage



Myriam El Khomri, répondant à une question à l'Assemblée le 19 janvier.
AFP PHOTO/ALAIN JOCARD.

LE SCAN ÉCO - Sur France Inter, la ministre du Travail a affirmé mardi que le déficit de l'Unedic avait baissé de 3 milliards depuis la mise en œuvre de la dernière convention. Or il a augmenté sur un an et ne devrait baisser que très peu à horizon 2018. Une erreur d'interprétation d'un document de l'Unedic que dément son entourage.

Ce n'est heureusement pas une bourde, comme celle du **nombre de renouvellement de CDD** sur laquelle la ministre avait séché en novembre, mais l'expression est trop approximative pour être considérée comme juste. Répondant, **mardi matin sur France Inter**, à la question d'un journaliste sur un possible retour de la dégressivité des allocations lors de la prochaine renégociation de la convention d'assurance chômage, **Myriam El Khomri** a affirmé que cette prérogative relevait naturellement des partenaires sociaux et que c'était à eux, et non au gouvernement, «de trouver les moyens, et de faire que cette durée d'indemnisation puisse être utile». Jusque là, rien que de très classique: les éléments de langage sont maîtrisés et la ministre répète parfaitement ce qu'elle est tenue de dire.

Mais l'ex-secrétaire d'État à la Ville a immédiatement ajouté, pour démontrer la grande responsabilité des gestionnaires de l'Unedic et leur capacité à trouver à nouveau des solutions, que les partenaires sociaux avaient déjà «réussi à faire baisser de 3 milliards d'euros le déficit tout en mettant en œuvre les droits rechargeables». Le problème est que le déficit n'a pas du tout baissé de 3 milliards depuis la mise en œuvre de la dernière convention en 2014. Loin de là.

Et il n'est pas prévu qu'il se réduise d'autant dans les années à venir... Entre 2014 et 2015, il a même augmenté, passant de 3,7 à 4,4 milliards d'euros, et devrait redescendre, **selon les dernières prévisions**, à 3,6 milliards en 2016 (puis à 3 milliards en 2017 et à 2,6 en 2018).

Renseignement pris auprès de son cabinet, Myriam El Khomri a tiré ce chiffre des perspectives financières de **l'assurance chômage 2015-2018**, un document d'une cinquantaine de pages publié en juin. Précisément de la page 29 qui fait état des moindres dépenses d'allocations et des recettes additionnelles de contributions induites des modifications de la convention de 2014. «Fin 2018, l'endettement net bancaire serait réduit d'environ 3 milliards d'euros», y est-il indiqué noir sur blanc. Avec un tableau chiffré, portant sur la période 2014-2018, à la clé.

Bref, la ministre du Travail -qui bosse indéniablement ses dossiers et est rentrée dans les sujets très techniques, en tout cas beaucoup plus que son prédécesseur, **François R-ebnamen** a fait un raccourci un peu trop rapide entre dette, déficits cumulés et déficit. «On peut parler de déficits cumulés ou d'endettement net, cela veut dire la même chose», la défend son cabinet. L'Unedic, l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage, parle en effet de déficits cumulés et non de dette quand il fait la somme de l'ensemble de ses trous annuels. Déficit cumulés qui, soit dit en passant avoisineront les 29,5 milliards à la fin de cette année et dépasseront les 35 milliards fin 2018.

Mais affirmer que le déficit a baissé de 3 milliards, alors qu'il s'agit de la prévision de l'addition sur cinq ans des moindres dépenses et recettes nouvelles induite de la dernière convention -qui doit, faut-il le préciser, être rediscutée à partir de mi-février par les partenaires sociaux- est clairement un abus de langage. Les déficits cumulés, n'en déplaise à la rue de Grenelle, ne sont pas le déficit. Ou alors cela reviendrait à dire que la dette de la France, qui dépasse les 2100 milliards d'euros, est équivalente au déficit public, qui plafonne chaque année aux alentours de 90 milliards... Le diable se niche dans les détails, dit-on. Une ministre du Travail avertie en vaut deux...

VI) Le PS désavoué par ses électeurs

LE MONDE | Par Antoine Flandrin



Michèle Delaunay, cancérologue et ancienne ministre déléguée aux personnes âgées dénonçait, dans son blog, « ces élus qui n'ont jamais connu la vie réelle ».

Le documentaire d'Henry Marquis et Jean-Baptiste Predali analyse les raisons d'une défiance qui n'a jamais été aussi forte

Toutes les enquêtes d'opinion montrent que les Français jugent leurs élus nationaux éloignés d'eux, formant une caste dont le souci n'est pas d'améliorer leur quotidien, mais de se faire élire. Jamais la défiance à l'encontre des représentants politiques n'a été aussi forte. Le Parti socialiste est le premier à pâtir de la crise que traverse notre culture démocratique, affirment Henry Marquis et Jean-Baptiste Predali, auteurs d'un documentaire incisif intitulé Profession socialiste.

En 2012, au début du quinquennat de François Hollande, le Parti socialiste avait pourtant toutes les cartes en main : il dirigeait les grandes villes de France, la majorité des départements, la quasi-totalité des régions, l'Assemblée nationale et le Sénat.

Les promesses des personnalités politiques

http://www.france3.fr/emissions/documentaires/videos/les_promesses_des_personnalites_politiques__28-01-2016_1044688

Trois ans plus tard, les socialistes ont tout perdu. Les orientations du gouvernement, contestées par une partie des militants, et l'absence de résultats expliquent en grande partie cette déroute.

Crise profonde

Surtout, affirment Henry Marquis et Jean-Baptiste Predali, le Parti socialiste ne fait plus recette parce qu'il est devenu une machine électorale composée de professionnels de la politique, tous issus des élites. Cette dérive, Michèle Delaunay, députée socialiste de la Gironde, l'a dénoncée sur son blog en septembre 2014. Dans ce billet intitulé « Le tunnel ou comment faire carrière sans mettre un pied dans la vraie vie », l'ex-ministre déléguée aux personnes âgées dénonçait « ces élus [qui] n'ont jamais connu la vie réelle ».

Les auteurs du documentaire ne précisent pas que ce pamphlet avait été publié dix jours après que Thomas Thévenoud fut contraint de démissionner du gouvernement en raison de ses démêlés avec le fisc. Ce passage sous silence leur permet non seulement d'éviter d'alourdir le récit, mais surtout d'ériger en modèle cette cancérologue de formation, entrée en politique à l'âge de 54 ans.

D'autant que les ténors du PS interrogés refusent de voir la réalité en face, de l'analyser. Bruno Le Roux, entré tôt en politique, chef du groupe PS à l'Assemblée nationale, reste convaincu que sa seule présence sur le terrain et son attachement à sa Seine-Saint-Denis natale le protègent de la « mécanisation de la politique ».

Les origines de cette crise de la représentation sont rappelées avec précision. Jusque dans les années 1980, le personnel du Parti socialiste était surtout issu des classes moyennes et populaires. On entrait en politique à la faveur d'une expérience sociale. La professionnalisation du PS date de la décennie 1990 : la politique est alors devenue plus technique, les textes de loi sont passés de vingt à deux cents pages. D'assistant parlementaire à directeur de cabinet, le poste de « collaborateur » est devenu un métier incontournable. En 2012, le PS en comptait 10 000, répartis sur le territoire. Sans leur concours, les politiques n'auraient pas de capacité d'action. Le pragmatisme au détriment des idées

A force de privilégier le pragmatisme au détriment des idées, les socialistes n'ont pas su porter une vision politique une fois arrivés au pouvoir. C'est l'une des conclusions que tire ce documentaire. On aurait pu ajouter que, faute d'avoir renouvelé son logiciel idéologique, le Parti socialiste a surtout fini par brouiller le clivage gauche-droite qui structurait la démocratie française.

Signe que la crise est profonde, les élus interrogés ont peu de solutions à offrir pour regagner l'opinion publique. De Dominique Potier, député du département de Meurthe-et-Moselle, à Laura Slimani, la présidente des Jeunes socialistes, les plus lucides pensent tout juste qu'il faudrait exercer la politique « à durée déterminée ».

Profession socialiste, d'Henry Marquis et Jean-Baptiste Predali (France, 2015, 50 min). Le jeudi 28 janvier à 22 h 15 sur France 3.

Antoine Flandrin Journaliste au Monde

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Taxis. Emmanuel Macron réclame la levée des blocus



Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a appelé jeudi à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) à la levée des blocages menés par les taxis. | Jean-Paul Pelissier - Reuters

Emmanuel Macron a considéré jeudi, « inacceptable » la solution trouvée « dans l'agitation et par le blocus » des taxis, mobilisés depuis mardi.

Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a appelé jeudi à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) à la levée des blocages menés par les taxis, mobilisés pour certains depuis trois jours, considérant « **inacceptable** » une solution trouvée « **dans l'agitation et par le blocus** ».

« **La solution dans l'agitation et par le blocus, moi, je la considère comme inacceptable** », a déclaré le ministre. « **Je leur demande la levée des blocus** », a-t-il ajouté, en marge de la visite d'une usine à Fos-sur-Mer, devant laquelle une vingtaine de taxis étaient stationnés à son arrivée dans l'après-midi.

« **Il y a des Françaises et des Français qui vont à leur travail, qui ont aussi une vie très difficile et qu'on prend en otage pour simplement que les pouvoirs publics cèdent: ça n'est pas ma philosophie des choses** », a poursuivi le ministre, qui effectuait un déplacement dans les Bouches-du-Rhône sur le thème du renouveau industriel.

Le problème des taxis, « **on ne peut pas le régler dans la panique ou de manière passionnée** », a-t-il affirmé, appelant à la tenue d'une table ronde « **dépassionnée** ».

« **On a pendant des années géré le sujet des taxis en faisant croire aux gens qu'on pouvait fermer des accès, empêcher certains autres de travailler parce que la demande était finie en quelque sorte: c'est faux** », a aussi estimé le

ministre.

« Ce n'est pas moi qui ai fait la réforme des taxis, ce sont les Françaises et les Français qui en ayant recours à d'autres services ont simplement dit "on a besoin d'une mobilité parfois différente" », a ajouté M. Macron.

« On ne règle pas bien ces sujets dans l'agitation », a-t-il répété. « Aujourd'hui, les demandes des taxis, c'est de fermer certains plateformes, c'est d'empêcher d'autres de travailler: ça n'est pas acceptable », a poursuivi le ministre de l'Économie.

ouest-france.fr



A Suivre...
La Presse en Revue